



**Arrêté n° DT – 26 – 0233**

**Prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles  
d'Inondations (PPRNPi) du bassin versant de la Mare, du Bonson et des petits  
affluents de la Loire**

**La Préfète de la Loire**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L 562-1 à L 562-9, R 562-10-1 et R 562-10-2, R 562-12 relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L 125-5 et R 125-23 à R 125-27 relatifs à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs, les risques miniers et la pollution des sols ;

**Vu** le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L 151-43 et L 153-60 ;

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** le Code des assurances, notamment ses articles L 125-1 à L 125-6 ;

**Vu** le décret n°95-1089 du 05 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels ;

**Vu** le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**Vu** le décret n° 2019-715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les aléas débordement de cours d'eau et submersion marine ;

**Vu** le décret du 30 juillet 2025 nommant Madame Muriel NGUYEN préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté n°22-031 de la préfète coordinatrice du bassin Loire-Bretagne du 15 mars 2022 portant approbation du Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Loire-Bretagne ;

**Vu** le porter à connaissance des aléas inondations sur les rivières la Mare, le Merderet, le Montferrand, la Curraize, le Malbief et le Bonson du 17 juin 2022, transmis par le préfet de la Loire aux communes concernées et à Loire Forez agglomération ;

**Vu** le porter à connaissance complémentaire des aléas inondations sur la rivière le Malbief du 12 juin 2025, transmis par le préfet de la Loire aux communes concernées et à Loire Forez agglomération ;

**Considérant** qu'en l'application de l'article L.562-1 du Code de l'environnement, l'État est responsable de l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles dans les zones exposées aux risques ;

**Considérant** les études hydrauliques et hydrologiques mettant en évidence un aléa inondation issu du débordement des cours d'eau la Mare, le Merderet, le Montferrand, la Curraize, le Malbief et le Bonson ;

**Considérant** la nécessité de délimiter et réglementer les zones exposées aux risques d'inondation afin de ne pas augmenter la population et les biens exposés, de préserver le libre écoulement des eaux et les champs d'expansion des crues, et de réduire la vulnérabilité des enjeux existants implantés en zones inondables ou soumises à un risque ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet du présent arrêté**

L'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (PPRN<sup>Pi</sup>) du bassin versant de la Mare, du Bonson et des petits affluents de la Loire est prescrite.

### **Article 2 : Périmètre d'études**

Le périmètre mis à l'étude correspond aux territoires des communes de Bonson, Boisset-lès-Montrond, Boisset-Saint-Priest, Chenereilles, CRAINTILLEUX, L'Hôpital-le-Grand, Précieux, Saint-Cyprien, Saint-Marcellin-en-Forez, Saint-Romain-le-Puy, Saint-Just-Saint-Rambert, Soleymieux et Sury-le-Comtal.

Le risque pris en compte est l'aléa inondation par débordement de cours d'eau.

Les cours d'eau concernés sont : la Mare, le Merderet, le Montferrand, la Curaize, le Malbief et le Bonson.

### **Article 3 : Service instructeur**

La Direction Départementale des Territoires de la Loire est chargée d'élaborer le projet de plan de prévention des risques.

### **Article 4 : Modalités de concertation avec le public**

Un dossier d'avancement de la procédure d'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de la Mare, du Bonson et des petits affluents de la Loire sera consultable sur le site internet de la préfecture de la Loire à l'adresse suivante :

<https://www.loire.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-naturels.-miniers-et-technologiques/Risques-naturels/Les-plans-de-prevention-des-risques-inondation-PPRI/PPRN<sup>Pi</sup>-Mare-Bonson>

Les documents seront également consultables dans les mairies pré-citées à l'article 2.

Le service instructeur de la DDT de la Loire programmera et animera a minima une réunion d'information auprès du public, dont les modalités seront définies en association avec les représentants des communes.

Suite à cette réunion publique, un registre de concertation accompagné des documents présentant l'état d'avancement du projet de plan sera déposé dans les mairies afin que le public puisse y consigner ses observations.

Le public pourra transmettre ses observations sur un registre dématérialisé ouvert et accessible depuis le site internet de la préfecture de la Loire.

Pour toute information relative au plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du bassin versant de la Mare, du Bonson et des petits affluents de la Loire, il convient de se rapprocher du service instructeur :

- soit par courrier à l'adresse suivante :

Direction Départementale des Territoires de la Loire  
Pôle risques  
2 Avenue Gruner  
CS 90509  
42007 Saint-Étienne cedex 1

- soit par courriel à l'adresse suivante : [ddt-sap-risques@loire.gouv.fr](mailto:ddt-sap-risques@loire.gouv.fr)

Un bilan de la concertation sera réalisé par le service instructeur. Il sera joint au dossier d'enquête publique. En fin de procédure, une enquête publique permettra au public de faire de nouvelles observations. Au vu des observations émises à l'issue de l'enquête publique, le projet du PPRNPi sera, si nécessaire, modifié ou complété pour constituer le dossier final qui sera soumis à avis des personnes publiques associées.

## **Article 5 : Modalités de concertation et d'association des personnes publiques**

Sont associés à l'élaboration du projet du PPRNPi :

- les communes mentionnées à l'article 2
- la communauté d'agglomération de Loire Forez agglomération
- le conseil départemental de la Loire
- le conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes
- la chambre d'agriculture de la Loire
- la chambre de commerce et d'industrie Lyon Métropole Saint-Étienne Roanne
- la chambre des métiers et de l'artisanat de la Loire
- le service départemental d'incendie et de secours de la Loire

Des réunions de présentation et d'échanges seront organisées à l'initiative du service instructeur pour présenter la connaissance du risque, les enjeux, le projet de zonage et le règlement.

Tout au long du déroulement de la concertation et de l'association des personnes publiques, le service instructeur s'attachera à prendre en compte les dynamiques territoriales en jeu, dans le respect des principes de la politique de prévention des risques d'inondation.

Le projet de PPRNPi sera soumis pour avis, avant enquête publique, aux personnes publiques précédemment citées. À défaut d'avis dans le délai de deux mois à compter de la réception de la saisine, leur avis sera réputé favorable conformément à l'article R.562-7 du Code l'environnement.

## **Article 6 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié :

- aux maires des communes précitées ;
- au président de la communauté d'agglomération de Loire Forez agglomération

## **Article 7 : Publicité**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le présent arrêté est :

1) publié au recueil des actes administratifs de la préfecture ;

2) affiché, aux lieux habituels d'affichage, et éventuellement en tout autre lieu dans les mairies et au siège de la communauté d'agglomération de Loire Forez agglomération, **pendant un délai minimum d'un mois** selon tous les procédés en usage. Un certificat d'affichage sera dressé par les soins du maire et du président de la communauté d'agglomération de Loire Forez agglomération pour attester de la réalisation de cette formalité.

Un avis sera inséré par les soins de la Direction Départementale des Territoires de la Loire et à ses frais dans un journal diffusé dans le département de la Loire.

## **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, les maires des communes susvisées, le directeur départemental des Territoires de la Loire, le président de la communauté d'agglomération de Loire Forez agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

## Article 9 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Loire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03, dans un délai de 2 mois à compter du premier jour d'accomplissement de la plus tardive des formalités de publicité visée à l'article 7.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**17 AVR. 2026**

Saint-Étienne, le

La Préfète

Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire général

Dominique SCHUFFENECKER